

"Les Etats ex-communistes demandent à l'Union européenne de préciser les conditions de l'adhésion" dans Le Monde (23 juin 1995)

Légende: Le 23 juin 1995, le quotidien français Le Monde évoque les défis du prochain élargissement de l'Union européenne et insiste notamment sur l'impatience de certains pays candidats à l'adhésion.

Source: Le Monde. 23.06.1995. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"les_etats_ex_communistes_demandent_a_l_union_europeenne_de_preciser_les_conditions_de_l_adhesion"_dans_le_monde_23_juin_1995-fr-ade5d67c-5b83-4787-ae20-813a3abd69a0.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Les Etats ex-communistes demandent à l'Union européenne de préciser les conditions de l'adhésion

La « stratégie de préadhésion » des pays associés d'Europe centrale et orientale, adoptée à Essen en décembre 1994, prévoit la présentation au sommet de Cannes d'un Livre blanc précisant les conditions d'adhésion à l'Union européenne (UE). Les États anciennement communistes qui ont signé un accord d'association avec Bruxelles sont au nombre de neuf (les quatre du groupe de Visegrad : Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, la Bulgarie, la Roumanie, les trois États baltes Estonie, Lettonie, Lituanie), auxquels s'ajoutera sous peu la Slovaquie. Ces dix pays d'Europe centrale et orientale (PECO) espèrent donc faire pleinement partie de l'UE vers l'an 2000 et attendent des Quinze plus que de bonnes paroles, la définition de critères d'adhésion, d'un calendrier et de procédures permettant de respecter les uns et les autres.

Une rencontre organisée récemment à Bratislava par l'Institut français de relations internationales (IFRI) et le Centre franco-autrichien pour le rapprochement économique en Europe a montré l'ampleur des difficultés restant à surmonter. Mais les PECO veulent prendre date avant la conférence intergouvernementale de 1996 qui, si elle ne se perd pas dans les sables, devrait tracer les contours institutionnels d'une Europe élargie. La plupart d'entre eux estiment avoir montré non seulement leur bonne volonté, mais aussi leur capacité à stabiliser leur économie et à entreprendre les réformes indispensables à un rapprochement avec l'UE. De la part des Quinze, ils attendent maintenant des engagements précis qui aillent au-delà des vagues promesses déjà faites en 1992 au sommet de Copenhague. « Nous ne voulons ni voie de garage, ni détours, ni antichambre », déclare Bela Kadar, ancien ministre hongrois du commerce extérieur. « Nous ne voulons ni voie de garage, ni détours, ni antichambre. »

Politiquement, ils ont accompli leur révolution démocratique et, à l'instar de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce des années 70, ils voient dans leur adhésion à l'Europe la garantie de leur appartenance aux peuples libres ; militairement ils sont prêts à aller au-delà d'une simple association avec l'Union de l'Europe occidentale (UEO), et seules les réserves des pays de l'OTAN les retiennent d'entrer dans l'Alliance atlantique. Restent les difficultés économiques et sociales, qu'ils ne sous-estiment pas mais qui peuvent trouver des solutions, à trois conditions : les objectifs doivent être clairement définis, l'UE doit apporter son aide directe et elle doit faire elle-même un effort d'adaptation.

Malgré les progrès accomplis au cours des dernières années, le fossé entre les membres de l'Union européenne et les PECO reste immense ; le niveau de vie des plus riches d'entre eux atteint à peine la moitié du niveau moyen européen et ne dépasse pas 20 % pour les plus pauvres. Même avec une croissance de 5 % par an, le rapprochement sera très lent. Dans le sens PECO-UE, les échanges représentent plus de la moitié du commerce extérieur ; dans le sens inverse, environ 5 %. Ces chiffres globaux cachent cependant des situations très diverses selon les pays. C'est pourquoi les PECO ne se présentent pas comme un groupe homogène ; les plus avancés manifestent une solidarité toute relative avec les retardataires.

L'adhésion individuelle, au cas par cas, a les faveurs des Tchèques, des Hongrois, des Polonais, voire des Slovaques et de certains Baltes, tous étant convaincus d'être les mieux placés pour entrer les premiers dans l'UE. Les regroupements régionaux, comme le groupe de Visegrad ou la zone de libre-échange centre-européenne, ne sont pour eux que des pis-aller.

Les Tchèques, par exemple, qui sont en pointe pour la réforme de leur système économique et qui se permettent la coquetterie de ne pas se présenter en demandeurs « Après tout, si l'Union européenne n'a pas conscience de la chance que notre main-d'œuvre bien formée et encore bon marché représente pour elle dans sa compétition avec l'Asie... », affirment respecter les critères de Maastricht fixés... pour la monnaie unique. On ne leur en demande pas tant.

L'acceptation de principe des « acquis communautaires » dont le traité de Maastricht comme condition d'adhésion est une chose, le respect des critères de convergence que les membres les plus anciens de l'UE ont beaucoup de mal à observer pour la création d'une monnaie unique en est une autre ! La convergence économique est un objectif ; elle ne doit pas être une précondition à l'adhésion. Pourquoi les Quinze

exigeraient-ils des PECO une discipline économique et une vertu financière dont eux-mêmes sont souvent incapables ? Mais quand les Tchèques reconnaissent qu'il leur faut passer de la « privatisation » presque terminée à la « désétatisation », on se demande si le démantèlement des grands monopoles industriels hérités du communisme est vraiment achevé.

En admettant que, en termes d'inflation, de dette publique et privée, de chômage, les PECO aient atteint des valeurs compatibles avec la participation à l'UE, y compris avec des périodes de transition telles qu'en ont connu tous les nouveaux venus, restent deux questions : l'agriculture et les fonds structurels. L'extension de la politique agricole commune aux PECO provoquerait une augmentation de 50 % du budget communautaire, mais les représentants des PECO et les Polonais, qui sont les premiers concernés, contestent ces estimations. Ils font, d'autre part, valoir que les risques de concurrence pour les paysans d'Europe occidentale sont bien moindres que ce qui est généralement admis.

Les agricultures d'Europe centrale auront besoin de longues années pour être aussi performantes que celles d'Ouest ; la main-d'œuvre restera à la campagne faute d'emplois en ville ; les investissements se dirigeront en priorité vers les secteurs secondaire et tertiaire plus rentables ; les marchés agroalimentaires en expansion concerneront des produits transformés de haute qualité, où l'avantage revient sans conteste aux producteurs de l'UE..., explique un spécialiste de l'agriculture auprès du gouvernement polonais. Quelques secteurs mis à part, les craintes des agriculteurs ouest-européens seraient donc exagérées. En tout cas, une adhésion qui mettrait l'agriculture entre parenthèses, comme c'est le cas actuellement pour les accords d'association, paraît inacceptable aux PECO.

Ils reconnaissent, en revanche, que la question des fonds structurels est épineuse et que l'application pure et simple des règles actuelles à une population supplémentaire de 110 millions de personnes dans des régions qui sont toutes susceptibles de recevoir des aides serait beaucoup trop coûteuse, même en tenant compte des marchés nouveaux qui s'ouvriraient ainsi. L'expérience prouve que jusqu'à maintenant l'UE a plus profité de l'association que les PECO. Mais la concurrence avec les régions pauvres de l'Europe des Quinze rend le problème encore plus difficile.

Que ce soit pour la réforme des institutions, de la PAC ou des fonds structurels, le risque existe que les PECO deviennent un enjeu du débat interne à l'Union européenne ; ils seront les boucs émissaires s'il y a des réformes impopulaires ; et s'il n'y a pas de réforme, ils resteront à la porte de l'UE. C'est pourquoi leurs dirigeants veulent rentrer de Cannes avec une « feuille de route » claire, qui fixe les objectifs et écarte les faux espoirs.

DANIEL VERNET